

OULD ABBÈS MENACE LES IMPORTATEURS DÉFAILLANTS DU MÉDICAMENT

«Finie la récréation»

«Je ne permettrais à personne de spéculer sur la santé du citoyen, quelle que soit sa position sociale ou ses soutiens à l'intérieur de l'appareil de l'Etat. Je mets ma personne en jeu...et je vous assure, j'ai la peau dure !»
Propos qui sonnent comme une déclaration de guerre...

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) -
A l'issue d'une réunion avec fabricants, conditionneurs, importateurs et distributeurs du médicament, tenue hier au siège de son département, réunion où il leur a fait part des résultats de l'enquête menée par ses services pour évaluer les programmes d'importation des produits pharmaceutiques finis pour 2012, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, M. Djamel Ould Abbès, a tenu une conférence de presse. Il s'agit des programmes prévisionnels validés au 15 novembre 2011 et dont les opérateurs agréés ont signé des engagements de tout importer dans un délai de trois mois, soit au 15 février 2012.

«Moi-même je suis abasourdi par les résultats de cette opération d'évaluation. A peine 20% des programmes ont été réalisés et certains n'ont importé aucun flacon !», a estimé le ministre. Et d'asséner : «J'aurai aimé leur retirer les agréments d'importation aujourd'hui mais, compte tenu de la situation, la pénurie d'un bon nombre de médicaments et les besoins des malades, je leur ai donné un ultimatum pour le 20 avril prochain.» M. Ould Abbès a justifié ce délai en ces termes : «La Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) se substituera à ces importateurs pour approvisionner les officines. C'est le délai prévu par ses fournisseurs pour honorer toutes les commandes».

Qui sont ces importateurs défaillants ?

Comment les importateurs ont-ils justifié ce manquement à leurs engagements ?

«Personne n'a su quoi dire. C'est qu'ils ne sont pas habitués à ce genre de contrôle. Auparavant, personne n'évaluait ces opérations d'importation. On accordait des autorisations d'importation (autorisations qui valent sortie de devises, ndlr) et on ne se pose pas de question après», révèle le ministre. Et de s'étaler : «Mais moi je vais vous dire pourquoi ils n'ont pas importé. D'habitude, ils attendaient le mois de mars, période durant laquelle la PCH lance ses appels d'offres. Et sur la base de ces appels d'offres, ils établissaient leurs bons de commande. Ainsi, au mois de mars, et après des pénuries et des ruptures de stocks, ils auront constaté les besoins des officines et de la PCH en même temps. Ils n'importeront que les produits qu'ils jugent rentables, imposent les prix de leur choix et tant pis pour les malades».

Le ministre, à la faveur d'un exposé en data show, a étayé ses propos par les chiffres, des chiffres qui parlent d'eux-mêmes : «Le nombre d'opérateurs ayant bénéficié d'un programme d'importation de produits pharmaceutiques finis pour 2012 est de 208

dont 48 pour le médicament, 83 pour les dispositifs médicaux, 61 pour les réactifs et 16 pour les produits dentaires. Ils devaient importer 255 millions d'unités de vente (boîtes, flacons... pour la vente en l'état) représentant 2965 médicaments. Au 15 février seulement 25 millions d'unités de vente ont été importés représentant 619 médicaments, soit 20 % de médicaments et à peine 14 % des quantités prévues. Parmi la trentaine d'opérateurs défaillants figurent de grands laboratoires comme Pfizer et GSK en plus de Biopharm, Danyl Pharm, El Kendi, Dar Al Dawa, LDM, Midpharm, IMG, EPDIS, Mag Stock...».

Le ministre menacé ?

Le ministre de la santé a néanmoins insisté sur les médicaments anticancéreux : «L'Etat algérien est le seul au monde à assurer la gratuité des médicaments anticancéreux. Alors que certains opérateurs ont fait de la souffrance des cancéreux un fonds de commerce. Sur les 134 produits, 15 seulement ont été importés. Sur les 2 millions de boîtes, seulement 65 000 ont été importées, soit 3% du programme d'importation. Je veux rassurer les malades que la PCH a pris déjà le relais pour ces produits et tous les médicaments seront disponibles dans quelques jours».

Revenant à la charge, le ministre a dénoncé le fait que les intérêts dans le secteur de la santé ne se limitent pas au médicament mais s'étendent aux équipements : «Une IRM non fonctionnelle a été installée il y a quelques années dans un hôpital d'Oran.

Elle avait coûté 15 milliards de centimes.

Il a fallu que j'intervienne pour que ledit établissement hospitalier dépose une plainte. L'affaire est actuellement en justice.»

Et de conclure : «Fini la récréation ! Celui qui n'a pas la volonté de travailler sincèrement avec nous n'a qu'à aller investir dans un autre créneau et importer des fruits et légumes ou du prêt-à-porter. J'ai joué la carte de la transparence depuis ma venue. Ça a bousculé de gros intérêts, mais bon ! Et je m'en fiche des menaces, qu'elles soient directes ou indirectes. J'ai ma carrière derrière moi. *Ache ma ksab, mat makhalla* (je n'ai rien à perdre).

«Avez-vous reçu des menaces Monsieur le Ministre, si oui, de quel type ?», s'interroge-t-on.

Le ministre a préféré la boutade en bottant en touche : «Avant-hier, le MCA a battu le CA Batna par deux buts à un...».

L. H.

46 directeurs d'hôpitaux suspendus

Le ministre a décidé hier de suspendre de leurs fonctions 46 directeurs d'établissements hospitaliers. Et pour cause. «J'ai donné une instruction qui fut répercutée sur les 600 établissements hospitaliers que compte le pays pour qu'ils définissent leurs besoins en produits pharmaceutiques. Or, des ruptures de stocks ont été signalées çà et là, alors que ces directeurs n'ont transmis aucun bon de commande à la PCH. J'ai décidé de les suspendre jusqu'à ce que l'enquête détermine les responsabilités», a expliqué le ministre, Djamel Ould Abbès.

L. H.

AIR FRANCE
ALGÉRIE
De nouveaux
tarifs pour ses
destinations
Afrique

Du nouveau à Air France pour les destinations Afrique. Depuis hier, la compagnie aérienne propose une nouvelle offre tarifaire au départ d'Alger vers toutes les destinations en Afrique.

S'efforçant à répondre aux attentes des clients, le groupe Air France KLM continue de renforcer son réseau et son offre sur ce continent. De nouvelles destinations ont été ouvertes avec des fréquences et des horaires améliorés. Après l'ouverture de Kigali (Rwanda) par KLM en octobre 2010, Freetown (Sierra Leone) et Capetown (Afrique du Sud) par Air France en 2011, le groupe compte atteindre en 2012 plus de 5,4% d'offres en Afrique.

En outre, Air France prévoit de reprendre la desserte d'Abuja (Nigeria), précédemment exploitée par KLM. La compagnie continuera d'augmenter son offre vers Abijan (Côte d'Ivoire), Lomé (Togo), Malabo (Guinée) et N'Djamena (Tchad).

Ainsi, 35 destinations seront desservies en moyens propres Air France ou KLM. Le groupe prévoit également une offre encore plus élargie de 42 destinations dans une trentaine de pays et ce, grâce à trois partenaires africains.

Sur les lignes africaines, Air France a mis en service une flotte de la dernière génération.

Quant aux escales africaines, les équipes d'Air France et de KLM sur le continent africain se sont renforcées avec environ 1 000 personnels de statut local. Formées de manière continue aux standards internationaux de l'industrie aéronautique, ces équipes œuvrent au quotidien pour offrir aux clients le meilleur d'Air France.

Rym Nasri

EN PERSPECTIVE D'UN PROGRAMME EURO-MÉDITERRANÉEN

Plus de place pour la femme dans la Protection civile algérienne

La direction générale de la Protection civile a abrité, hier, à Alger, une rencontre euro-méditerranéenne qui aboutira à l'adoption de recommandations pour plus de participation de la femme dans le corps de la Protection civile.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Dans le cadre du programme Euromed relatif à la «prévention, préparation et réponse aux désastres naturels et humains (PPRD South)», financé par l'Union Européenne, la Protection civile algérienne a accueilli hier, à Alger, des fonctionnaires des Protections civiles de France, Italie, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Portugal, Slovaquie et Tunisie pour débattre d'un thème intitulé «La femme, une valeur ajoutée dans la Protection civile». Comme la Protection civile, ce corps traditionnellement mascu-

lin, se dirige de plus en plus vers une tendance de prévention et de préparation, notamment de la famille en tant qu'acteur essentiel dans l'anticipation et la gestion du risque, le rôle de la femme s'avère de plus en plus incontournable. Le colonel Mustapha El Hebiri, directeur général de la Protection civile algérienne, qui a ouvert les travaux, dira à ce propos : «L'intégration de la femme dans la Protection civile est désormais une nécessité. Dans plusieurs domaines, comme l'assistance, les services sanitaires, la formation et les interventions sur le

terrain, l'attitude des femmes est plus adéquate car elles sont plus sensibles aux questions liées au genre lorsqu'elles se rapportent à la population. De plus, les femmes sont très motivées et généralement elles accomplissent leur tâche avec une détermination surprenante.»

De son côté, Laura Baeza, ambassadeur et chef de la délégation de l'Union européenne, qui a rappelé que l'Algérie est membre du consortium qui gère le Programme Euromed PPRD Sud et fait partie des pays qui participent le plus activement au déroulement des activités avec des experts de haut niveau, a tenu à souligner que «la connaissance de la communauté par la femme et son rôle crucial dans la gestion économique des ménages peuvent aider considéra-

blement les populations à mieux se préparer à des situations à haut risque qui accompagnent les désastres. En aidant la femme à contribuer activement à cet effort de prévention, on accroît considérablement la capacité de résistance des populations».

Enfin, il est à rappeler que la Protection civile algérienne compte actuellement 900 femmes opérationnelles en attendant une promotion de 60 agents actuellement en formation et qui viendra renforcer les rangs en 2013. Les recommandations retenues à l'issue de cette rencontre euro-méditerranéenne pour une meilleure participation de la femme dans le corps de la Protection civile seront connues aujourd'hui.

M. M.

SIDI BEL-ABBÈS

APC fermée et route coupée à Hoceïba et Mezaourou

Depuis plus d'une semaine, certaines localités de Sidi Bel-Abbès vivent des mouvements de contestation engendrés par des retards dans le versement des salaires de jeunes chômeurs recrutés dans le cadre de «Algérie Blanche».

Il y a quelques jours, les localités de Hoceïba, Mezaourou ont manifesté devant les sièges de leur APC pour exiger le versement de leurs derniers mois de salaire.

Promesse a été faite par les autorités locales de veiller à leur satisfaction incessamment, ce qui a amené les manifestants à se disperser après d'importants sit-in. Cependant, dans la journée de dimanche dernier, ces derniers ont renoué avec la contestation.

Ils étaient des dizaines à se regrouper devant le siège de l'APC de Mezaourou avant de couper la route nationale n°94 reliant la localité de Mezaourou au chef-lieu de Telagh. Quant à la localité de Hoceïba, les manifestants

ont carrément fermé l'APC, paralysant ses services.

La situation restait tendue car les contestataires ne voulaient plus se contenter d'une promesse. Le chef de daïra, et le directeur de l'em-

ploi devaient, dans l'après-midi de dimanche, se rendre au-devant des manifestants pour tenter de désamorcer la crise. En attendant, ces deniers campaient toujours sur leur position.

A. M.

Premières journées d'information technique sur les activités de la société mixte algéro-allemande

C'est dans la journée d'hier lundi que le coup d'envoi des premières journées d'information technique sur les activités de la société mixte algéro-allemande a été donné à Sidi Bel-Abbès par Chouakri Rachid, directeur général des industries militaires, et ce, en présence du général de la 2^e Région militaire, des présidents généraux de trois sociétés allemandes et des autorités militaires de Sidi Bel-Abbès. Les participants à cette manifestation ont saisi l'occasion pour débattre des points s'articulant autour du financement et de la gestion des projets ainsi que la formation des cadres et travailleurs de ladite société. Au cours de la pre-

mière journée qui devra s'élater sur deux jours, le lancement officiel de ladite société, qui se spécialisera dans le système électronique, a été donné.

La deuxième journée sera consacrée à la mise sur pied d'ateliers électroniques avec la participation des cadres et étudiants militaires.

Cette société par actions se spécialisera dans la fabrication du système électronique. Son capital est détenu à 51% par l'Algérie et 49% par l'Allemagne. Elle sera implantée sur le site EPE de l'ENIE, au niveau de la zone industrielle de Sidi Bel-Abbès.

A. M.